



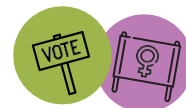
Les femmes pour l'Europe L'Europe pour les femmes

UNE NOUVELLE FORME DE GOUVERNANCE POUR LE XXI^e SIÈCLE

Manifeste du Lobby européen des femmes
en vue des élections européennes de 2019



EUROPEAN WOMEN'S
LOBBY
EUROPÉEN DES FEMMES



Notre avenir commence maintenant !

TRANSFORMONS NOS INSTITUTIONS POLITIQUES ET DÉCISIONNELLES

Dans le cadre du prochain mandat européen (2019-2024), nos priorités seront les suivantes : prendre en compte la réalité des femmes et des filles et de leurs vies aujourd'hui en Europe ; jeter un pont entre les points de vue des femmes et des filles et nos membres à travers l'Europe. Ces priorités reflètent la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs au respect des droits humains visant à faire progresser les droits des femmes, dont l'application initiée il y a trente ans est toujours inachevée. L'égalité femmes-hommes et l'intégration de la question de l'égalité des sexes à l'ensemble des politiques et cadres financiers est une obligation pour l'Union européenne, en vertu des traités européens. Nous formulons donc les demandes suivantes :

Une Europe qui met en œuvre l'égalité femmes-hommes dans le processus décisionnel politique

En matière de prise de décisions politiques, les femmes sont toujours largement sous-représentées dans l'ensemble des institutions européennes et à travers les États membres de l'UE. Cela signifie que la moitié de la population n'est pas représentée lorsque sont prises les décisions qui affectent nos vies. La représentation paritaire des femmes et des hommes, qui reflète la diversité de la population européenne dans son ensemble, doit être garantie et défendue par tou-te-s. Elle joue un rôle essentiel dans la transformation des institutions politiques chargées de placer la population et la planète au centre de leurs préoccupations.

Une Europe qui garantit l'indépendance économique des femmes

L'indépendance économique des femmes qui doivent être sur un pied d'égalité avec les hommes, est un facteur indispensable à la liberté et l'égalité des femmes. À ce jour, elle n'a été réalisée dans aucun pays européen. Nous devons tourner le dos à l'austérité économique et investir pour mettre un terme à la féminisation de la pauvreté. Les catégories de femmes déjà marginalisées sont particulièrement touchées, car elles sont confrontées à différentes formes de discrimination (le racisme, le rejet du handicap, l'homophobie...). L'introduction de mesures concrètes est nécessaire pour lutter contre le chômage et le manque d'emplois décents et de qualité, un problème qui touche particulièrement les femmes. Ces mesures doivent aussi remédier à la répartition inégale des tâches domestiques non-rémunérées ainsi qu'à l'écart persistant qui existe entre les salaires, les revenus à long terme et les retraites. Nous devons œuvrer pour que les femmes et les hommes gagnent autant et s'investissent autant dans la vie domestique, tout au long de leur vie.

Une Europe libérée de toute violence à l'égard des femmes

La violence masculine est une réalité quotidienne pour de nombreuses femmes et filles à travers l'Europe. C'est l'expression viscérale des inégalités structurelles qui existent entre les deux sexes. Malgré cela, elle reste sous-estimée, insuffisamment poursuivie, et dépolitisée. L'élimination de la violence à l'égard des femmes est une condition indispensable pour instaurer l'égalité au sein de la société. Ensemble, nous devons agir pour mettre un terme à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et encourager l'émergence d'une société en paix, sans danger. Toutes les femmes, toutes les filles méritent une vie sans violence, libérée de toute crainte de la violence.

Une Europe qui apporte paix, sécurité et dignité humaine à l'ensemble des femmes et des filles

Par le biais de l'exploitation sexuelle, de l'accès refusé à la santé sexuelle et génésique et aux droits qui en découlent, ou de la mise en avant accablante des points de vue racistes et nationalistes, des millions de femmes et de filles voient leur santé, bien-être et sécurité mis à mal au quotidien, sans justification. Nous appelons à un avenir meilleur pour tou-te-s à travers l'Europe, nous voulons agir ensemble pour que l'ensemble des femmes et des filles aient la chance de réaliser leur potentiel dans un environnement sûr et favorable.

Une Europe qui consacre des ressources aux droits humains des femmes

Décisions financières et investissements ne font que refléter les priorités politiques. Les mécanismes de financement et les ressources sont par conséquent des indicateurs fiables de l'étendue réelle des engagements politiques en faveur des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes. Nous appelons à la mise en place de financements durables pour les organisations de défense des droits des femmes, afin de favoriser l'émergence d'un mouvement durable pour les femmes ; nous exhortons les décideur-euse-s politiques à allouer et mettre en œuvre des budgets spécifiques à l'application des droits des femmes et de l'égalité à tous les niveaux.



UNE EUROPE QUI MET EN ŒUVRE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE PROCESSUS DÉCISIONNEL POLITIQUE

Nous appelons l'Europe à :

» Garantir la **représentation paritaire** des femmes et des hommes dans la prise de décisions politiques, une représentation 50/50 des deux sexes dans l'ensemble des organes décisionnels de l'UE ainsi qu'aux plus hautes fonctions européennes ;

» Établir une **stratégie politique solide** en faveur de l'égalité femmes-hommes, sur toute la durée du mandat politique européen 2019-2024. Cette politique doit refléter l'obligation de l'UE de garantir l'égalité entre les femmes et les hommes ;

» Nommer un-e commissaire européen-ne ayant pour **unique mission** les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes, la coordination avec les autres commissaires pour garantir l'intégration de la question de l'égalité des sexes à l'ensemble des domaines politiques ;

» Adopter une **politique de tolérance zéro** face à la discrimination fondée sur le sexe, les origines raciales ou ethniques, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, dans l'ensemble des institutions et des parlements en Europe.

Nous appelons les États membres à :

» Les partis politiques sont tenus de garantir la **représentation et le classement paritaire** des femmes et des hommes sur leurs listes électorales ;

» Les partis politiques doivent **inscrire l'égalité entre les femmes et les hommes parmi les priorités** de leurs programmes électoraux ;

» Lorsqu'ils **proposent des candidat-e-s** pour la nomination des commissaires, les gouvernements nationaux doivent s'assurer de respecter la représentation paritaire des femmes et des hommes parmi les membres de la Commission européenne.

« L'Europe telle que nous la connaissons est en train de changer. Les femmes et les filles, qui représentent la moitié de la population, doivent saisir cette occasion démocratique unique et cheminer vers les valeurs européennes historiques pour une Europe égalitaire, inclusive, diverse et démocratique, où personne n'est laissé pour compte. Nous devons bâtir l'avenir ensemble et défendre nos valeurs à l'occasion des élections européennes de 2019. La montée du populisme antiféministe et du nationalisme isolationniste a modifié en profondeur le paysage politique au cours des dernières années, et nous refusons de céder face à ces pressions. Le mouvement pour les femmes connaît un nouvel essor et ne cesse de progresser, en réclamant l'égalité entre l'ensemble des femmes et des hommes au-delà des frontières. Nous devons toujours avoir conscience que le changement s'opère à des rythmes différents aux quatre coins de l'Europe. C'est pour cela que nous appelons tou-te-s les candidat-e-s politiques progressistes à nous rejoindre pour construire et protéger l'Europe que nous voulons ; pour faire en sorte que toutes les femmes et les filles d'Europe bénéficient de droits égaux : #Les femmes pour l'Europe – l'Europe pour les femmes. »

Gwendoline Lefebvre, Présidente du Lobby européen des femmes



UNE EUROPE QUI GARANTIT L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE DES FEMMES

Nous appelons l'Europe à :

» Garantir l'indépendance économique de toutes les femmes, en abordant les **droits individuels** à la protection sociale et la contribution fiscale. Résoudre la question des travailleur-euse-s pauvres et de la précarisation du travail. Valoriser et améliorer les conditions de travail dans des secteurs à prédominance féminine en renforçant, en contrôlant et en révisant la législation européenne existante ;

» Adopter une « **garantie de soins** » face à la problématique des soins non-rémunérés tout au long de la vie, un élément clé du fonctionnement de la société. **Investir dans l'économie des soins non-rémunérés** en ajoutant au **budget de l'UE** des financements spécifiques pour ce domaine. Mettre en œuvre une **budgétisation sensible au genre**, un outil d'intégration des questions d'égalité des sexes, pour une répartition égale des budgets européens entre les femmes et les hommes ;

» Faire en sorte que le **cadre macro-économique**, notamment dans l'élaboration de la stratégie post-Europe 2020 et post-semestre européen, cherche précisément à faire progresser l'égalité femmes-hommes et en particulier l'indépendance économique des femmes. Cela implique de mener des études d'impact sur la question du genre dans les politiques macro-économiques avant d'émettre des recommandations par pays ;

» Adopter des **objectifs européens en matière de structures d'accueil** des personnes dépendantes, âgées et handicapées ;

» Toutes les mesures doivent tenir compte des **discriminations variées et transversales** auxquelles sont confrontées les femmes handicapées, issues de minorités ethniques, de milieux socio-économiques et scolaires différents, jeunes ou âgées. L'accès à certains services, à un emploi décent et à des financements leur est particulièrement difficile, et leurs contributions sont bien souvent négligées.

Nous appelons les États membres à :

» Garantir la **sécurité et l'indépendance financières** des femmes et des hommes qui sont en charge d'une tierce personne. Instaurer des **congrés payés légaux et des dispositions juridiques** pour protéger les femmes et les hommes contre toute forme de discrimination fondée sur la maternité/la paternité/le congé parental/le congé de proche aidant ;

» Accélérer la mise en œuvre des **objectifs de Barcelone** pour la disponibilité de services d'accueil des jeunes enfants, pour des services financièrement abordables et de qualité ;

» Introduire un objectif annuel de 5 à 10 % de réduction de **l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes**, résoudre le problème de **l'écart entre les retraites**. Cela suppose l'introduction de « crédits de soin » prenant en compte la contribution des femmes à l'économie et garantissant la possibilité d'octroyer ces crédits à des hommes, pour les générations actuelles et futures ;

» Adopter des **périodes de congés non transférables égales** pour les parents, **conserver** le congé maternité auquel les femmes ont droit ;

» Allouer des **fonds suffisants** pour garantir la qualité des services de soin et la dignité du travail des aidants, aussi bien professionnels qu'informels.



UNE EUROPE LIBEREE DE TOUTE VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES

Nous appelons l'Europe à :

» Ratifier et appliquer la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; garantir la pleine intégration de cette convention à la législation et au cadre politique de l'UE ;

» Créer un cadre juridique européen solide sur la question de la violence à l'égard des femmes, en introduisant des règles obligatoires et harmonisées dans tous les pays de l'UE. Dans le sillage de la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, introduire une **directive sur la violence à l'égard des femmes** ; adopter une stratégie européenne globale et prévoir la mise en œuvre complète de la directive européenne relative aux droits des victimes ;

» Garantir la transposition efficace de la directive 2011/36/UE pour lutter contre la traite des êtres humains, **en mettant l'accent sur l'analyse fondée sur la dimension de genre et la traite à des fins d'exploitation sexuelle**.

Nous appelons les États membres à :

» Ratifier et mettre en œuvre la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dans l'ensemble des États membres, sans délai et sans réserve ;

» Garantir la **protection contre les violences à l'égard des femmes et des filles**, selon le schéma suivant (les quatre P): Prévention, Politiques intégrées, Protection et Poursuites (pour mettre fin à l'impunité) ;

» Adopter le **modèle nordique ou égalitaire sur la prostitution**. Cela passe par la dépénalisation de la prostitution pour les femmes, l'accès à des **services de santé, de soutien et d'aide pour sortir de la prostitution**. Dans le même temps, les trafiquants, les proxénètes et les clients restent incriminés et poursuivis.

« Nous croyons en une Europe profondément féministe, portée par nos valeurs fondamentales : l'égalité entre les femmes et les hommes, la diversité, la paix, la dignité, la justice et le respect. Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre notre objectif. La progression vers l'égalité des sexes s'essouffle, les femmes se retrouvent face à des obstacles majeurs et persistants dans de nombreux domaines de leur vie comme la santé, la sécurité, l'éducation, l'emploi, l'équilibre entre vie personnelle et professionnelle, le pouvoir et l'économie. L'indice 2015 de l'EIGE sur l'égalité femmes-hommes révèle que la réduction des inégalités entre les sexes a tout simplement arrêté sa progression à travers les 28 États membres. L'austérité a eu un effet dévastateur pour les femmes, notamment celles qui sont confrontées à de multiples inégalités comme le racisme, l'homophobie, ou encore la discrimination envers les personnes handicapées, âgées, ou les personnes issues de l'immigration. En conséquence, les femmes ont sombré dans la pauvreté à un rythme plus rapide que les hommes. Pour répondre à ces problématiques, il faudra adopter une approche collective entre les mouvements sociaux, les citoyen-ne-s concerné-e-s, toutes les personnes qui ont le pouvoir d'amener le changement positif au sein de nos communautés. »

Joanna Maycock, Secrétaire générale du Lobby européen des femmes



UNE EUROPE QUI APPORTE PAIX, SECURITE ET DIGNITE HUMAINE A L'ENSEMBLE DES FEMMES ET DES FILLES

Nous appelons l'Europe à :

» Faire en sorte que toutes les procédures d'asile, nouvelles et préexistantes, soient conformes aux principes directeurs du HCR de l'ONU sur la protection internationale. Développer une expertise sur les questions liées à l'égalité des sexes au sein du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), notamment **en nommant des référents chargés de coordonner l'intégration de la question de l'égalité entre les sexes** ;

» Placer l'action humanitaire au cœur des décisions politiques relatives à l'immigration non européenne. Cela passe par **l'augmentation des dépenses d'aide humanitaire** pour les campements provisoires au sein de l'UE, **la reprise des missions de recherches et des opérations de sauvetage en mer Méditerranée** ;

» Adopter des mesures pour **interdire et répondre aux problèmes de sexisme et de stéréotypes de genre** dans les médias et dans l'éducation. Ce problème concerne surtout certains groupes de femmes confrontés à des discriminations multiples. Nous préconisons l'adoption d'une directive européenne, en accord avec la directive sur l'égalité de traitement ;

» Garantir, au sein des institutions européennes, l'adoption et l'application de **codes de conduite** face au sexisme, à la communication et aux comportements sexistes sur le lieu de travail et dans les programmes professionnels.

Nous appelons les États membres à :

» Adopter des **programmes complets d'éducation sexuelle pour toutes les tranches d'âge** dans le cadre de l'enseignement destiné à la jeunesse. Ces programmes devront s'appuyer sur un langage adapté selon l'âge, et aborder les questions du consentement, des relations, de la santé sexuelle, des informations sur les communautés LGBTQI+ et sur la sécurité sur Internet, face à la cyberviolence et la pornographie ;

» Prendre des **engagements solides en matière de déplacement et de réinstallation des réfugiés et demandeurs d'asile, en tenant compte de leurs droits humains**. Ces engagements doivent s'appuyer sur des stratégies d'intégration complètes, nationales et locales, des mesures spécifiques en fonction des sexes, des dispositions favorisant les procédures indépendantes de demande d'immigration régularisées, afin d'**empêcher le contrôle des femmes et des filles** fondé sur leur statut juridique ;

» Garantir le **libre accès à des soins de santé prenant en compte la question de l'égalité des sexes, pour toutes les femmes et les filles**, par l'intermédiaire d'une **Stratégie pour la santé des femmes** sans distinction de statut juridique ou financier, d'âge, de situation géographique, de religion, d'appartenance ethnique ou de mode de vie. Ces mesures doivent inclure le dépistage de maladies sexuellement transmissibles (MST), l'accès à des contraceptifs, à des services d'avortement, de maternité, de conseil et d'information sur les soins de santé dans un langage simple et accessible. Il faut alors prendre en compte la diversité des milieux sociaux, et prévoir des services spécialisés pour les groupes identifiés comme « à risques ».



UNE EUROPE QUI CONSACRE DES RESSOURCES AUX DROITS HUMAINS DES FEMMES

Nous appelons l'Europe à :

- » Rendre le **budget de l'UE** sensible à la question de l'égalité femmes-hommes, durable pour l'environnement et favorable à la promotion de la cohésion sociale ;
- » **Renforcer le cadre financier** pour l'égalité des sexes, notamment au sein du Règlement portant dispositions communes pour la période 2021-2027 dans l'ensemble des fonds structurels et de cohésion de l'Union ;
- » Introduire la budgétisation sensible au genre au cadre financier pluriannuel (CFP), prévoir le déploiement de **programmes de financement spécifiques aux droits des femmes, à la question de l'égalité**, et aux recherches relatives à ces questions.

Nous appelons les États membres à :

- » Allouer des budgets spécifiques aux droits des femmes et à l'égalité des sexes à tous les niveaux. Inclure la **budgétisation sensible au genre** aux budgets nationaux afin de répondre aux besoins et aux droits de l'ensemble des femmes dans toute leur diversité ;
- » Renforcer les **ressources existantes destinées à soutenir les organisations de femmes**, aussi bien au sein de l'UE que dans l'action extérieure de l'UE.

« Ensemble, nous devons promouvoir une vision nouvelle de nos sociétés, une vision fondée sur la bienveillance des un-e-s envers les autres, et sur l'idée de responsabilité partagée, égale, entre les femmes et les hommes en ce qui concerne notre planète. L'Europe a le devoir de bâtir une société inclusive, de défendre les valeurs des droits humains, l'égalité, la démocratie et l'État de droit. La promotion de la paix et du bien-être des citoyen-ne-s est un principe fondamental de l'Union européenne. Une Europe féministe et bienveillante, c'est dans l'intérêt de chacun-e. Toute approche à des politiques ou à des ressources, à tous les niveaux, doit impérativement mettre en lumière la réalité des femmes et des filles dans leurs identités les plus diverses, en reconnaissant le fait que les inégalités variées auxquelles nous sommes confrontées peuvent mener à une augmentation exponentielle de la discrimination. En reconnaissant ce problème et en y remédiant, nous pouvons agir ensemble pour concrétiser notre vision, avoir un impact positif sur les expériences de vie des femmes et des filles à travers l'Europe. »

Daniela Pichler, Directrice des politiques et des campagnes, Lobby européen des femmes

Le Lobby européen des femmes est la plus grande organisation d'associations non-gouvernementales de femmes dans l'UE et représente les femmes de l'ensemble des États membres de l'UE et de trois pays candidats à l'adhésion. Nous appelons à un programme de transformation définissant une vision collective claire, pour une Europe féministe, qui conteste les stéréotypes, le sexisme et les valeurs patriarcales.

Ce manifeste a été réalisé grâce à la contribution inestimable et au soutien du Groupe de travail du LEF sur les femmes en politique.

Logo 50/50 créé par Egle Plytnikaite

Image de couverture [Évènement de lancement de campagne, 7 juin 2018] par Lyse Ishimwe

Icônes réalisées par Freepik (www.flaticon.com)

Traduction par Coline Godard www.colinegodard.com

www.womenlobby.org #WomenForEurope

Instagram @womenforeurope

Facebook European Women's Lobby

Twitter @EuropeanWomen



En votant aux élections européennes, vous décidez qui VOUS représente au sein du Parlement européen. Les candidat-e-s que vous choisissez vous représentent alors pour une période de cinq ans. Ils-elles définissent les politiques européennes, sont responsables du présent et de l'avenir des femmes et des filles en Europe ! Les résultats des élections auront également une incidence sur les nominations de la nouvelle Commission européenne, qui dispose du pouvoir de légiférer, d'émettre des propositions pour réellement changer la vie des Européen-ne-s.

Du 23 au 26 mai 2019, votez pour un avenir FÉMINISTE aux élections européennes !



Cette publication a été réalisée à l'aide de financements du programme « Droits, égalité et citoyenneté » de l'Union européenne.
Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position ou l'opinion de la Commission européenne.